



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2015

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2015, clos le 30 septembre, qui n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Sauf indication contraire, les variations sont à données réelles. Lorsqu'elles sont mentionnées, les comparaisons entre 2015 et 2014 à « données comparables » correspondent aux chiffres 2015 recalculés aux cours de change 2014.

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU TROISIÈME TRIMESTRE 2015

Avec une parité moyenne de \$ 1,11 / € 1 au troisième trimestre, le dollar s'est inscrit en hausse de 19 % par rapport au troisième trimestre 2014 (\$ 1,33 / € 1). Le yuan s'est, de son côté, apprécié de 17 %. L'évolution du dollar, du yuan et des autres devises a eu pour effet mécanique d'augmenter de € 3,5 millions (+ 6 %) le chiffre d'affaires et de € 1,8 million (+ 22 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Un environnement macroéconomique plus difficile que prévu

Depuis le 1^{er} juillet, l'environnement macroéconomique a continué de se détériorer en raison notamment du ralentissement confirmé de l'économie chinoise, avec ses conséquences sur l'ensemble des pays asiatiques, très dépendants de la Chine, et sur les pays exportateurs de matières premières, ainsi que d'une nouvelle dégradation de la situation au Brésil et en Turquie. De façon plus générale, le climat des affaires est devenu moins favorable dans le monde. L'absence de visibilité et l'accroissement des inquiétudes des entreprises des marchés sectoriels de Lectra ont en conséquence freiné leurs investissements.

Des commandes de nouveaux systèmes inférieures aux attentes de la société

Les commandes de nouveaux systèmes se sont établies à € 22,9 millions, en diminution de 3 % (- 9 % à données comparables) par rapport au troisième trimestre 2014 (€ 23,7 millions). Elles étaient respectivement de € 21,3 millions et € 26,2 millions aux premier et deuxième trimestres 2015.

Les commandes de nouvelles licences de logiciels (€ 5,4 millions) reculent de 5 %, celles des équipements de CFAO (€ 13,5 millions) de 8 %. Les commandes de formation et de conseil (€ 3,4 millions) progressent de 28 %.

Un chiffre d'affaires et un résultat opérationnel en forte progression

Le chiffre d'affaires s'élève à € 59,3 millions, en croissance de 10 % par rapport au troisième trimestre 2014 (+ 4 % à données comparables).

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes augmente de 6 % (stable à données comparables), le chiffre d'affaires récurrent de 14 % (+ 7 % à données comparables) : + 11 % pour les contrats récurrents (+ 5 % à données comparables), + 17 % pour les consommables et pièces détachées (+ 9 % à données comparables).

Le résultat opérationnel atteint € 9,8 millions, en augmentation de € 2,4 millions (+ 33 %). A données comparables, la hausse est de 8 %.

La marge opérationnelle s'établit à 16,5 %, en progression de 2,8 points (+ 0,7 point à données comparables).

Le résultat net atteint € 7,0 millions, en hausse de € 1,8 million (+ 35 %).

Enfin, le cash-flow libre s'élève à € 10,8 millions (€ 2,7 millions au troisième trimestre 2014). Il comprend l'encaissement de € 4,8 millions au titre du crédit d'impôt recherche 2011 non imputé.

Avancement du plan de transformation de l'entreprise

Dans son rapport du 11 février 2015, la société a rappelé, dans son intégralité, sa feuille de route 2013-2016 ainsi que son plan de transformation et d'investissements d'avenir de € 50 millions lancé fin 2011 couvrant la période 2012-2015, et rendu compte de son deuxième rapport d'étape.

La société a poursuivi activement l'exécution du plan. Elle communiquera son prochain rapport d'étape le 11 février 2016.

2. ACTIVITÉ ET COMPTES CONSOLIDÉS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2015

Impact favorable de la baisse de l'euro

Avec une parité moyenne de \$ 1,11 / € 1, le dollar s'est inscrit en hausse de 22 % par rapport aux neuf premiers mois 2014 (\$ 1,36 / € 1). Le yuan s'est, de son côté, apprécié de 20 %. Les décisions du mois d'août de la banque centrale de Chine ont eu un effet limité, avec une dépréciation du yuan par rapport à l'euro de 4 % du 10 août au 30 septembre.

La forte baisse de l'euro depuis l'été 2014 est un événement majeur pour la société. Partout dans le monde, sa position concurrentielle s'est significativement renforcée. En effet, tout en investissant dans l'innovation pour accroître sa compétitivité, Lectra a fait le choix de maintenir sa R&D et sa production en France : l'essentiel de ses coûts de revient est ainsi en euro, avec une inflation quasi-nulle. A l'inverse, une grande partie de ses concurrents – en particulier le principal, américain – fabriquent leurs équipements en Chine. Leurs coûts de revient, essentiellement en yuan, subissent non seulement une hausse constante des salaires et charges sociales, mais aussi une inflation plus forte.

Par ailleurs, les prix de vente en Amérique du Nord et en Asie sont, pour l'ensemble des acteurs, principalement fixés en dollar ou en yuan en Chine. Pour ne pas voir leurs marges diminuer fortement, les concurrents fabriquant en Chine ont maintenu sur ces marchés leurs prix de vente et, en Europe, commencent à les revoir à la hausse.

Au final, l'évolution des cours de change a eu pour Lectra un impact mécanique très important, avec une augmentation de € 13,2 millions (+ 8 %) du chiffre d'affaires et de € 7,1 millions (+ 44 %) du résultat opérationnel dans les chiffres des neuf premiers mois exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Effets complexes induits par les fortes fluctuations des parités de change

De leur côté, les quelques acteurs européens spécialisés dans les équipements de FAO ayant conservé leur fabrication en Europe, avantagés eux aussi par l'évolution des parités de change, ont revu à la baisse leurs prix de vente en Asie et dans les Amériques pour accroître leurs parts de marché. Parallèlement, la compétitivité des clients de Lectra a été profondément modifiée – améliorée ou détériorée – selon leurs lieux de fabrication et de vente.

Les entreprises européennes ayant délocalisé leur production ou réalisé leurs achats en Chine doivent s'adapter au renchérissement du coût des importations en repensant leur stratégie d'approvisionnement. Les industriels chinois, en perte de compétitivité, se retrouvent en surcapacité face à la baisse des commandes des donneurs d'ordre européens, ce qui a un impact négatif sur leurs décisions d'investissement. Il en va de même pour les entreprises des pays émergents en raison de la forte dépréciation de leur monnaie par rapport au dollar (au premier rang desquels le Brésil, le réal ayant baissé de 45 % depuis l'été 2014), ce qui augmente significativement leurs coûts d'investissement.

Dans ce contexte, la société a procédé à des ajustements de ses prix de vente début septembre.

Compte tenu des effets complexes induits par de tels niveaux de fluctuations des parités monétaires, l'analyse des variations à données comparables est de moins en moins pertinente.

Très forte hausse des résultats

Le chiffre d'affaires s'établit à € 175,7 millions, en croissance de 14 % par rapport aux neuf premiers mois de 2014 ; le résultat opérationnel atteint € 23,0 millions et le résultat net € 16,0 millions, en hausse respectivement de 73 % et 66 %.

A données comparables, la croissance du chiffre d'affaires est de 6 %, celle du résultat opérationnel de 20 %.

Un résultat opérationnel en avance sur le plan de marche de la société à données réelles, mais en retard à données comparables

Le plan de marche correspondant à l'objectif annuel de la société communiqué le 11 février 2015 anticipait pour les neuf premiers mois un chiffre d'affaires de € 176,8 millions et un résultat opérationnel de € 20,4 millions, sur la base des parités de change arrêtées au 15 décembre 2014, notamment \$ 1,25 / € 1.

Le chiffre d'affaires est donc très proche du plan de marche et le résultat opérationnel en avance de € 2,6 millions.

Aux cours de change utilisés pour les objectifs 2015, le chiffre d'affaires s'établit à € 167,2 millions et le résultat opérationnel à € 18,5 millions, en retard respectivement de € 9,6 millions (- 5 %) et de € 1,9 million (- 9 %) sur le plan de marche.

Commandes de nouveaux systèmes

Les commandes de nouveaux systèmes s'élèvent à € 70,3 millions, en hausse de 4 % par rapport aux neuf premiers mois de 2014. A données comparables, elles diminuent de 4 % et sont significativement inférieures aux attentes de la société qui anticipait une hausse supérieure à 15 %.

Les nouvelles licences de logiciels (€ 17,1 millions) progressent de 5 %, les équipements de CFAO (€ 42,5 millions) de 6 %. En l'absence de signature de projets significatifs au premier semestre, la formation et le conseil (€ 9,2 millions) reculent de 4 %.

Géographiquement, la situation est très contrastée : les commandes augmentent de 33 % dans les Amériques (+ 44 % en Amérique du Nord et + 5 % en Amérique du Sud), mais reculent de 3 % en Europe et de 6 % en Asie-Pacifique ; elles progressent de 5 % dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient ...).

Les commandes augmentent de 5 % dans la mode et l'habillement et diminuent de 13 % dans l'automobile. Elles progressent très fortement dans l'ameublement – multipliées par plus de trois – et reculent de 33 % dans les autres industries. Ces marchés ont représenté respectivement 53 %, 30 %, 12 % et 5 % du montant total des commandes.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à € 175,7 millions, en croissance de 14 % (+ 6 % à données comparables) par rapport aux neuf premiers mois de 2014.

Il progresse dans toutes les régions : + 7 % en Europe, + 27 % dans les Amériques, + 15 % en Asie-Pacifique et + 15 % dans les pays du reste du monde. Ces régions ont représenté respectivement 43 % (dont 7 % pour la France), 27 %, 24 % et 6 % du chiffre d'affaires global. En 2014, ces régions avaient représenté respectivement 46 % (dont 8 % pour la France), 24 %, 24 %, et 6 % du chiffre d'affaires global.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 73,3 millions) augmente de 15 % (+ 5 % à données comparables). Il représente 42 % du chiffre d'affaires global, comme en 2014.

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 17,8 millions) progresse de 12 % et contribue à hauteur de 10 % au chiffre d'affaires global (10 % en 2014).

Les équipements de CFAO (€ 44,9 millions) augmentent de 16 % et représentent 26 % du chiffre d'affaires global (25 % en 2014).

La formation et le conseil (€ 9,1 millions) augmentent de 18 % et représentent 5 % du chiffre d'affaires global (5 % en 2014).

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces détachées

Le chiffre d'affaires récurrent (€ 102,4 millions) augmente de 14 % (+ 6 % à données comparables). Comme en 2014, il représente 58 % du chiffre d'affaires global.

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 58 % du chiffre d'affaires récurrent et à 34 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 59,4 millions. Il progresse de 13 % (+ 6 % à données comparables), améliorant ainsi la dynamique de croissance (+ 4 %) enregistrée en 2014 :

- les contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels (€ 34,3 millions), en progression de 12 % par rapport à 2014, représentent 20 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO (€ 25,1 millions), en hausse de 14 %, représentent 14 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces détachées (€ 42,9 millions) augmente de 15 % (+ 7 % à données comparables) et représente 24 % du chiffre d'affaires global, comme en 2014.

Carnet de commandes

Au 30 septembre 2015, le carnet de commandes des nouveaux systèmes (€ 16,9 millions) diminue de € 2,7 millions par rapport au 31 décembre 2014.

Il comprend € 11,0 millions de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO, dont € 9,5 millions livrables au quatrième trimestre, et € 5,9 millions de formation et de conseil livrables au fur et à mesure de la réalisation des projets.

Marge brute

La marge brute s'élève à € 132,9 millions. Son augmentation de € 19,6 millions par rapport aux neuf premiers mois de 2014 représente 90 % de celle du chiffre d'affaires.

Le taux de marge brute global atteint 75,6 %. Il augmente de 2,0 points par rapport à celui des neuf premiers mois de 2014, compte tenu de l'effet conjugué des variations des cours de change et d'une nouvelle amélioration des taux de marge brute. A données comparables, il augmente de 0,8 point.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 109,9 millions, en hausse de 10 % (+ 5 % à données comparables). Ils se décomposent comme suit :

- € 99,2 millions de frais fixes (+ 11 % ; + 6 % à données comparables). Les investissements d'avenir liés au plan de transformation, entièrement passés en charges de la période, représentent € 12,9 millions, soit 13 % du montant total ;
- € 10,7 millions de frais variables (+ 1 % ; - 7 % à données comparables).

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais généraux. Elles s'établissent à € 16,5 millions et représentent 9,4 % du chiffre d'affaires (€ 15,7 millions et 10,2 % pour les neuf premiers mois de 2014). Après déduction du crédit d'impôt recherche, de la part correspondante du crédit d'impôt compétitivité et emploi et des subventions comptabilisés depuis le début de l'année, les frais nets de R&D totalisent € 10,2 millions (€ 9,4 millions en 2014).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 23,0 millions, en hausse de € 9,7 millions (+ 73 %). A données comparables, la hausse est de 20 %.

L'augmentation de € 9,7 millions provient de l'impact positif de la croissance du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes pour € 3,0 millions, de celle des revenus récurrents pour € 4,1 millions, de l'augmentation des taux de marge brute pour € 1,2 million et de l'impact favorable de l'évolution des parités de change pour € 7,1 millions. Ces effets sont en partie compensés pour € 3,3 millions par l'augmentation naturelle des frais généraux fixes et pour € 2,4 millions par l'accroissement des investissements d'avenir liés au plan de transformation.

La marge opérationnelle s'élève à 13,1 %. Elle augmente de 4,5 points (+ 1,2 point à données comparables).

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,2 million. Le résultat de change est négatif de € 0,7 million.

Après une charge d'impôt de € 6,1 millions, le résultat net atteint € 16,0 millions, en progression de 66 % (€ 9,6 millions pour les neuf premiers mois de 2014).

Le bénéfice net par action s'élève à € 0,52 sur capital de base et € 0,51 sur capital dilué (€ 0,32 sur capital de base et € 0,31 sur capital dilué pour les neuf premiers mois de 2014).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 14,8 millions. Il était de € 9,3 millions pour les neuf premiers mois de 2014. Il intègre l'encaissement de € 4,8 millions au titre du crédit d'impôt recherche 2011 non imputé.

Le crédit d'impôt recherche (€ 5,4 millions) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,6 million) des neuf premiers mois de 2015 ont été comptabilisés mais non encaissés. Si ces montants avaient été encaissés, le cash-flow libre aurait été de € 16,0 millions, hors remboursement du crédit d'impôt recherche 2011.

Structure financière

Au 30 septembre 2015, les capitaux propres augmentent de € 11,0 millions, par rapport au 31 décembre 2014, pour atteindre € 105,3 millions, après paiement du dividende de € 7,6 millions (€ 0,25 par action) au titre de l'exercice 2014.

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues dans le cadre du contrat de liquidité, valorisées à leur prix d'acquisition de € 0,4 million (€ 0,1 million au 31 décembre 2014).

La société n'a plus de dette depuis le 31 mars 2015. La trésorerie disponible et la trésorerie nette s'établissent à € 52,0 millions. Au 31 décembre 2014, la trésorerie nette était de € 43,1 millions.

Le besoin en fonds de roulement est négatif de € 0,5 million. Il comprend la créance de € 22,8 millions sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôt recherche comptabilisés depuis l'exercice 2012, non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 23,3 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français. Si celle-ci n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, elle est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 30 septembre 2015, le capital social est de € 30 765 558, divisé en 30 765 558 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, il a été augmenté de € 436 444 en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de € 1 657 940) par la création de 436 444 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

La société a été informée en février 2015 que Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni) et Delta Lloyd Asset Management NV (Pays-Bas), agissant pour le compte de fonds gérés et de clients, avaient franchi à la baisse le seuil de 10 % du capital et des droits de vote. Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2015.

A la date du présent rapport, à la connaissance de la société, le capital est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 36,1 % du capital et 35,8 % des droits de vote,
- Delta Lloyd Asset Management NV et Schroder Investment Management Ltd détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds et de clients dont elles assurent la gestion.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Actions de la société détenues en propre

Au 30 septembre 2015, la société détenait 0,1 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 30 septembre 2015, le cours était de € 9,90, en hausse de 8 % par rapport au 31 décembre 2014 (€ 9,14). Au cours des neuf premiers mois de 2015, son plus bas a été de € 8,98 le 6 janvier, son plus haut de € 14,65 le 30 juillet. Sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont gagné respectivement 4 % et 8 %.

Après une hausse de 81 % entre le 1^{er} octobre 2014 et son plus haut du 30 juillet, le cours a depuis baissé de 32 %, ramenant sa hausse sur les douze derniers mois à 22 %, celle des indices CAC 40 et CAC Mid & Small s'affichant à 1 % et 12 % respectivement.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées sur Euronext (7,1 millions) a augmenté de 50 % et les capitaux échangés (€ 85,1 millions) de 125 % par rapport à 2014. Ces chiffres excluent les échanges réalisés sur toute autre plateforme de cotation.

4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 SEPTEMBRE

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du quatrième trimestre et de l'exercice 2015 seront publiés le 11 février 2016, après la clôture d'Euronext.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Dans son rapport financier du 11 février 2015 et son rapport annuel 2014, auxquels il convient de se référer, la société a développé l'évolution prévisible de son activité et ses perspectives d'avenir, en soulignant que, comme 2014, l'année 2015 s'annonçait imprévisible.

Elle a ensuite indiqué, dans son rapport financier du 30 juillet 2015, que le retard pris au premier semestre sur les commandes de nouveaux systèmes par rapport à ses attentes ne lui permettrait pas de réaliser en 2015 les objectifs qu'elle s'était fixés en début d'année, sur la base des parités retenues pour leur élaboration (notamment \$ 1,25 / € 1), mais qu'elle devait toutefois atteindre les chiffres et les variations correspondants à données réelles, sur la base des parités prévisionnelles pour le second semestre (notamment \$ 1,10 / € 1) : un chiffre d'affaires de l'ordre de € 240 millions (+ 14 % par rapport à 2014), un résultat opérationnel courant d'environ € 29 millions (+ 47 %), une marge opérationnelle courante de 12 % (+ 2,6 points) et un résultat net de l'ordre de € 20 millions (+ 39 %).

Compte tenu des résultats du troisième trimestre et de l'activité attendue d'ici la fin de l'année, sur la base des parités prévisionnelles pour le quatrième trimestre (notamment \$ 1,11 / € 1), le chiffre d'affaires de l'exercice devrait être légèrement inférieur à celui annoncé le 30 juillet, compris entre € 235 et € 238 millions, et le résultat opérationnel supérieur, entre € 30 et € 32 millions.

La visibilité reste limitée et l'exigence de prudence doit être maintenue.

Si les commandes de nouveaux systèmes de l'exercice 2015 sont en retard par rapport au plan de marche pour les raisons évoquées dans ce rapport, tous les autres paramètres financiers – revenus récurrents, marges brutes, frais généraux fixes, cash-flow libre – sont au rendez-vous.

Compte tenu des effets positifs attendus du plan de transformation de Lectra, l'accélération des commandes de nouveaux systèmes devrait se concrétiser après une période de stabilisation et de normalisation du contexte macroéconomique.

Plus que jamais, l'entreprise tout entière est mobilisée sur l'accélération de la croissance de l'activité commerciale.

Les objectifs pour 2016 seront publiés le 11 février 2016.

Confortée par la solidité de son modèle économique, des fondamentaux opérationnels encore plus solides, une structure financière à nouveau renforcée et la pertinence de sa feuille de route stratégique, la société reste confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration
Le 29 octobre 2015

Attestation de la société relative au rapport du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2015

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois écoulés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2015 ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les neuf premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les trois mois restants de l'exercice".

Paris, le 29 octobre 2015

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2015	31 décembre 2014 ⁽¹⁾	30 septembre 2014 ⁽¹⁾
Écarts d'acquisition	32 479	31 724	31 409
Autres immobilisations incorporelles	4 907	4 406	4 326
Immobilisations corporelles	18 159	16 447	15 297
Actifs financiers non courants	1 735	2 048	1 891
Impôts différés	7 818	8 005	7 577
Total actifs non courants	65 098	62 630	60 500
Stocks	23 082	21 848	21 966
Clients et comptes rattachés	38 723	50 531	37 723
Autres actifs courants	32 757	32 149	37 083
Trésorerie et équivalents de trésorerie	52 043	43 484	32 485
Total actifs courants	146 605	148 012	129 257
Total actifs	211 703	210 642	189 757

PASSIF

(en milliers d'euros)	30 septembre 2015	31 décembre 2014 ⁽¹⁾	30 septembre 2014 ⁽¹⁾
Capital social	30 766	30 329	30 154
Primes d'émission et de fusion	8 940	7 282	6 666
Actions détenues en propre	(359)	(133)	(214)
Écarts de conversion	(7 999)	(8 503)	(8 638)
Réserves et résultats consolidés	73 905	65 327	61 073
Capitaux propres	105 252	94 302	89 041
Engagements de retraite	8 552	8 479	7 888
Emprunts et dettes financières à long terme	0	0	0
Total passifs non courants	8 552	8 479	7 888
Fournisseurs et autres passifs courants	52 111	53 216	47 957
Produits constatés d'avance	40 037	48 096	37 808
Dette d'impôt exigible	2 867	2 857	3 310
Emprunts et dettes financières à court terme	0	394	394
Provisions	2 884	3 298	3 359
Total passifs courants	97 899	107 861	92 828
Total passifs et capitaux propres	211 703	210 642	189 757

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans l'état de la situation financière consolidée au 30 septembre 2014 et au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2015 (neuf mois)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2014 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2014 (neuf mois) ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	59 269	175 697	53 751	153 909
Coût des ventes	(14 645)	(42 840)	(13 851)	(40 652)
Marge brute	44 624	132 857	39 900	113 257
Frais de recherche et développement	(3 015)	(10 162)	(2 905)	(9 355)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(31 821)	(99 733)	(29 608)	(90 648)
Résultat opérationnel	9 788	22 962	7 387	13 254
Produits financiers	35	163	135	378
Charges financières	(121)	(351)	(104)	(334)
Résultat de change	(247)	(658)	18	(242)
Résultat avant impôts	9 456	22 116	7 436	13 056
Impôts sur le résultat	(2 478)	(6 146)	(2 275)	(3 456)
Résultat net	6 978	15 970	5 161	9 600

(en euros)

Résultat par action :

- de base	0,23	0,52	0,17	0,32
- dilué	0,22	0,51	0,17	0,31

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	30 720 879	30 583 524	30 064 575	29 876 435
- résultat dilué	31 528 599	31 497 737	30 762 342	30 685 142

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2015 (neuf mois)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre 2014 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2014 (neuf mois) ⁽¹⁾
Résultat net	6 978	15 970	5 161	9 600
Écarts de conversion	51	419	167	83
Effet d'impôts	85	85	0	0
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	136	504	167	83
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	0	169	0	(95)
Effet d'impôts	0	(43)	0	28
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	0	126	0	(67)
Total autres éléments du résultat global	136	630	167	16
Résultat global	7 114	16 600	5 328	9 616

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 septembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2015 (neuf mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2014 (neuf mois) ⁽¹⁾
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	15 970	9 600
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	5 740	3 021
Éléments non monétaires du résultat	(268)	(571)
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	38	3
Variation des impôts différés	427	(44)
Capacité d'autofinancement d'exploitation	21 907	12 009
Variation des stocks et en-cours	(2 620)	(1 163)
Variation des créances clients et comptes rattachés	2 301	6 626
Variation des autres actifs et passifs courants	(1 970)	(4 053)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(2 289)	1 410
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	19 618	13 419
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 683)	(1 350)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3 509)	(2 991)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	12	8
Coût d'acquisition des activités rachetées ⁽²⁾	0	(1 560)
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽³⁾	(2 190)	(1 773)
Cessions d'immobilisations financières ⁽³⁾	2 548	1 995
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(4 822)	(5 671)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	2 094	2 113
Versement de dividendes	(7 646)	(6 554)
Achats par la société de ses propres actions	(2 377)	(1 800)
Ventes par la société de ses propres actions	2 178	1 690
Remboursement des dettes long terme et court terme	(394)	(500)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(6 145)	(5 051)
Variation de la trésorerie	8 651	2 697
Trésorerie à l'ouverture	43 484	29 534
Variation de la trésorerie	8 651	2 697
Incidence des variations de cours de change	(92)	254
Trésorerie à la clôture	52 043	32 485
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	14 796	9 308
Eléments non récurrents du cash-flow libre	0	0
Cash-flow libre	14 796	9 308
Impôts (payés) / remboursés, nets	(3 536)	(1 340)
Intérêts payés	0	0

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau des flux de trésorerie consolidés au 30 septembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

(2) Au 30 septembre 2014, ce montant correspondait au coût d'acquisition des activités de l'ancien agent du Groupe en Corée du Sud (cf. note 3 ci-après).

(3) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2014 ⁽¹⁾	29 664 415	1,00	29 664	5 043	(83)	(8 721)	58 063	83 966
Résultat net							9 600	9 600
Autres éléments du résultat global						83	(67)	16
Résultat global						83	9 533	9 616
Exercices d'options de souscription d'actions	489 401	1,00	489	1 623				2 112
Valorisation des options de souscription d'actions							89	89
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(131)			(131)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							14	14
Autres variations							(73)	(73)
Dividendes							(6 554)	(6 554)
Capitaux propres au 30 septembre 2014 ⁽¹⁾	30 153 816	1,00	30 154	6 666	(214)	(8 638)	61 073	89 041
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2014 ⁽¹⁾	29 664 415	1,00	29 664	5 043	(83)	(8 721)	58 063	83 966
Résultat net							14 370	14 370
Autres éléments du résultat global						218	(649)	(431)
Résultat global						218	13 721	13 939
Exercices d'options de souscription d'actions	664 699	1,00	665	2 239				2 904
Valorisation des options de souscription d'actions							136	136
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(50)			(50)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							32	32
Autres variations							(71)	(71)
Dividendes							(6 554)	(6 554)
Capitaux propres au 31 décembre 2014 ⁽¹⁾	30 329 114	1,00	30 329	7 282	(133)	(8 503)	65 327	94 302
Résultat net							15 970	15 970
Autres éléments du résultat global						504	126	630
Résultat global						504	16 096	16 600
Exercices d'options de souscription d'actions	436 444	1,00	436	1 658				2 094
Valorisation des options de souscription d'actions							110	110
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(226)			(226)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							18	18
Dividendes							(7 646)	(7 646)
Capitaux propres au 30 septembre 2015	30 765 558	1,00	30 766	8 940	(359)	(7 999)	73 905	105 252

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2014, au 30 septembre 2014 et au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU TROISIÈME TRIMESTRE ET DES NEUF PREMIERS MOIS DE 2015

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée depuis 1987 sur Euronext (compartiment B), est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode et l'habillement, l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode et de l'habillement, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations de long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de 1 500 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne ses clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 32 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2014, réalisé en direct 91 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec 830 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. Plus de 260 ingénieurs sont dédiés à la R&D et près de 160 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- un équilibre des risques, qui bénéficient d'une couverture naturelle par la répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et le très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, moteur de la croissance de l'entreprise, et le chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces détachées, essentiel à sa stabilité, qui constitue un amortisseur en période de conjoncture difficile ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi annuels applicables en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm

Les états financiers consolidés condensés au 30 septembre 2015 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2014, à l'exception de l'interprétation IFRIC 21 présentée ci-dessous. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 29 octobre 2015. Les comptes au 30 septembre 2015 et 2014 n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes

Le Groupe a appliqué l'interprétation IFRIC 21 – Droits ou taxes, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. L'application rétrospective de cette interprétation l'a conduit à retraiter les chiffres de l'année 2014 publiés. Les impacts dans le compte de résultat consolidé sont limités aux lignes « Frais commerciaux, généraux et administratifs », « Résultat opérationnel » (pour le même montant), « Impôts sur le résultat » et « Résultat net » :

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

2014 : trimestre clos le	31 mars	30 juin	30 septembre	31 décembre	2014
Résultat opérationnel :					
- publié	2 301	3 818	7 260	6 402	19 781
- retraité	1 918	3 949	7 387	6 552	19 806
Résultat net :					
- publié	1 838	2 768	5 077	4 670	14 353
- retraité	1 585	2 854	5 161	4 770	14 370

Par ailleurs, les capitaux propres consolidés retraités ont été augmentés de € 208 milliers (€ 137 milliers après effet d'impôts) au 1^{er} janvier 2014 et de € 233 milliers (€ 154 milliers après effet d'impôts) au 31 décembre 2014. Au 30 septembre 2014, ils ont été augmentés de € 83 milliers (€ 55 milliers après effet d'impôts).

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2015 traduits à cours de change 2014, comparés aux données réelles 2014.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels et de logiciels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles. Pour les logiciels, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte de manière étalée sur la durée des contrats.

Le chiffre d'affaires lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution) : il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter-secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 septembre 2015, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 28 sociétés consolidées par intégration globale.

Il n'y a pas eu de variation de périmètre au cours des neuf premiers mois de 2015.

La société a créé en avril 2014 une nouvelle filiale en Corée du Sud, Lectra Korea, qui a repris les activités de l'agent qui représentait Lectra depuis de nombreuses années, et qui est consolidée depuis le 1^{er} mai 2014 par intégration globale. L'incidence de la création de cette filiale et de cette reprise d'activités sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe a été négligeable, l'essentiel des ventes dans ce pays étant préalablement facturé par Lectra SA.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 septembre 2015, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,9 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 2,4 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 30 septembre 2015.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

4.1 Troisième trimestre 2015

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre				
	2015		2014 ⁽¹⁾	Variation 2015/2014	
	Réel	A cours de change 2014	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	59 269	55 814	53 751	+10%	+4%
Coût des ventes	(14 645)	(14 296)	(13 851)	+6%	+3%
Marge brute	44 624	41 518	39 900	+12%	+4%
(en % du chiffre d'affaires)	75,3%	74,4%	74,2%	+1,1 point	+0,2 point
Frais de recherche et de développement	(3 015)	(3 015)	(2 905)	+4%	+4%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(31 821)	(30 491)	(29 608)	+7%	+3%
Résultat opérationnel	9 788	8 012	7 387	+33%	+8%
(en % du chiffre d'affaires)	16,5%	14,4%	13,7%	+2,8 points	+0,7 point
Résultat avant impôts	9 456	7 680	7 436	+27%	+3%
Impôt sur le résultat	(2 478)	na	(2 275)	+9%	na
Résultat	6 978	na	5 161	+35%	na

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 septembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

4.2 Neuf premiers mois de 2015

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre				
	2015		2014 ⁽¹⁾	Variation 2015/2014	
	Réel	A cours de change 2014	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	175 697	162 535	153 909	+14%	+6%
Coût des ventes	(42 840)	(41 678)	(40 652)	+5%	+3%
Marge brute	132 857	120 857	113 257	+17%	+7%
(en % du chiffre d'affaires)	75,6%	74,4%	73,6%	+2,0 points	+0,8 point
Frais de recherche et de développement	(10 162)	(10 162)	(9 355)	+9%	+9%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(99 733)	(94 787)	(90 648)	+10%	+5%
Résultat opérationnel	22 962	15 909	13 254	+73%	+20%
(en % du chiffre d'affaires)	13,1%	9,8%	8,6%	+4,5 points	+1,2 point
Résultat avant impôts	22 116	15 064	13 056	+69%	+15%
Impôt sur le résultat	(6 146)	na	(3 456)	+78%	na
Résultat	15 970	na	9 600	+66%	na

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 septembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

5.1 Troisième trimestre 2015

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre							
	2015			2014		Variation 2015/2014		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles		
Europe, dont :	25 256	42%	25 190	24 500	46%	+3%	+3%	
- France	4 066	7%	4 076	4 167	8%	-2%	-2%	
Amériques	16 733	28%	14 686	12 442	23%	+34%	+18%	
Asie - Pacifique	13 357	23%	12 127	13 594	25%	-2%	-11%	
Autres pays	3 923	7%	3 811	3 215	6%	+22%	+19%	
Total	59 269	100%	55 814	53 751	100%	+10%	+4%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre							
	2015			2014		Variation 2015/2014		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles		
Logiciels, dont :	17 182	29%	16 367	16 206	30%	+6%	+1%	
- nouvelles licences	5 723	10%	5 393	5 768	11%	-1%	-6%	
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels	11 459	19%	10 974	10 438	19%	+10%	+5%	
Équipements de CFAO	15 481	26%	14 460	14 600	27%	+6%	-1%	
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements	8 491	14%	7 955	7 510	15%	+13%	+6%	
Consommables et pièces détachées	14 646	25%	13 692	12 524	23%	+17%	+9%	
Formation, conseil	3 005	5%	2 885	2 327	4%	+29%	+24%	
Divers	464	1%	455	586	1%	-21%	-22%	
Total	59 269	100%	55 814	53 751	100%	+10%	+4%	

Répartition du chiffre d'affaires entre chiffre d'affaires des nouveaux systèmes et chiffre d'affaires récurrent

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} juillet au 30 septembre							
	2015			2014		Variation 2015/2014		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles		
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	24 673	42%	23 192	23 280	43%	+6%	0%	
Chiffre d'affaires récurrent ⁽²⁾ , dont :	34 596	58%	32 622	30 471	57%	+14%	+7%	
- contrats récurrents	19 950	33%	18 930	17 947	33%	+11%	+5%	
- consommables et pièces détachées	14 646	25%	13 692	12 524	22%	+17%	+9%	
Total	59 269	100%	55 814	53 751	100%	+10%	+4%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Le chiffre d'affaires récurrent est de deux natures et comprend :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des consommables et des pièces détachées, statistiquement récurrent.

5.2 Neuf premiers mois de 2015

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2015			2014		Variation 2015/2014		
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	75 590	43%	75 351	70 693	46%	+7%	+7%	
- France	12 204	7%	12 234	12 037	8%	+1%	+1%	
Amériques	46 855	27%	39 942	36 791	24%	+27%	+9%	
Asie - Pacifique	41 952	24%	36 359	36 624	24%	+15%	-1%	
Autres pays	11 300	6%	10 883	9 801	6%	+15%	+11%	
Total	175 697	100%	162 535	153 909	100%	+14%	+6%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2015			2014		Variation 2015/2014		
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Logiciels, dont :	52 059	30%	48 832	46 674	30%	+12%	+5%	
- nouvelles licences	17 751	10%	16 406	15 911	10%	+12%	+3%	
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels	34 308	20%	32 426	30 763	20%	+12%	+5%	
Équipements de CFAO	44 921	26%	40 781	38 813	25%	+16%	+5%	
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements	25 117	14%	23 187	21 937	15%	+14%	+6%	
Consommables et pièces détachées	42 943	24%	39 666	37 191	24%	+15%	+7%	
Formation, conseil	9 116	5%	8 586	7 728	5%	+18%	+11%	
Divers	1 541	1%	1 483	1 566	1%	-2%	-5%	
Total	175 697	100%	162 535	153 909	100%	+14%	+6%	

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2015			2014		Variation 2015/2014		
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	73 329	42%	67 256	64 018	42%	+15%	+5%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	102 368	58%	95 279	89 891	58%	+14%	+6%	
- contrats récurrents	59 425	34%	55 613	52 700	34%	+13%	+6%	
- consommables et pièces détachées	42 943	24%	39 666	37 191	24%	+15%	+7%	
Total	175 697	100%	162 535	153 909	100%	+14%	+6%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Le chiffre d'affaires récurrent est de deux natures et comprend :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des consommables et des pièces détachées, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre							
	2015			2014		Variation 2015/2014		
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Mode et habillement	33 758	46%	30 736	30 846	48%	+9%	0%	
Automobile	26 054	36%	23 854	24 609	38%	+6%	-3%	
Ameublement	10 320	14%	9 739	4 173	7%	+147%	+133%	
Autres industries	3 197	4%	2 927	4 390	7%	-27%	-33%	
Total	73 329	100%	67 256	64 018	100%	+15%	+5%	

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2015 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	75 590	46 855	41 952	11 300	0	175 697
Résultat opérationnel	8 450	2 987	(1 612)	1 470	11 667	22 962

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2014 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	70 693	36 791	36 624	9 801	0	153 909
Résultat opérationnel ⁽¹⁾	6 329	912	1 178	1 516	3 319	13 254

(1) Les impacts de l'application de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 30 septembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2015 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette (+) Endettement net (-)
Cash-flow libre	14 796	0	14 796
Augmentations de capital ⁽¹⁾	2 094	0	2 094
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	(199)	0	(199)
Versement de dividendes	(7 646)	0	(7 646)
Variation de l'endettement	(394)	394	0
Effet de la variation des devises – divers	(92)	0	(92)
Variation de la période	8 559	394	8 953
Situation au 31 décembre 2014	43 484	(394)	43 090
Situation au 30 septembre 2015	52 043	-	52 043
Variation de la période	8 559	394	8 953

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 9)

Le cash-flow libre au 30 septembre 2015 est positif de € 14,8 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 21,9 millions, d'investissements de € 4,8 millions et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 2,3 millions.

Le montant des investissements continuera d'augmenter au cours des prochains trimestres en raison du lancement, en 2014, d'un programme de réhabilitation et d'agrandissement du site de Bordeaux-Cestas, qui se déroulera jusqu'à la fin de 2016 et dont le budget global est de l'ordre de € 8 à € 10 millions.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- € 2,3 millions proviennent de la diminution des créances clients compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (il convient de préciser que la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;

- + € 2,6 millions proviennent de l'augmentation des stocks ;
- - € 0,2 million provient de la diminution de la créance sur le Trésor public français relative au crédit d'impôt recherche et au crédit d'impôt compétitivité et emploi. Ce montant correspond à la différence entre les crédits d'impôts des neuf premiers mois de 2015 après imputation sur l'impôt sur les sociétés de Lectra SA comptabilisés mais non encaissés (€ 4,6 millions) et le crédit d'impôt recherche de 2011 non imputé remboursé au cours du troisième trimestre 2015 (€ 4,8 millions) ;
- + € 1,5 million provient de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2014, majoritairement payée en 2015, et celle comptabilisée au cours des neuf premiers mois de 2015, qui sera payée en 2016 ;
- + € 0,7 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 30 septembre 2015 est négatif de € 0,5 million. Il comprend une créance de € 22,8 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt (*cf.* note 8 ci-après). Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 23,3 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

8. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Il est rappelé que le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Les crédits d'impôt compétitivité et emploi relatifs aux exercices 2013 et 2014, ainsi qu'aux neuf premiers mois de 2015 ont été intégralement imputés sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA.

Ainsi, au 30 septembre 2015, Lectra SA détient une créance de € 22,8 millions sur le Trésor public français composée du solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : pour 2015 (€ 4,7 millions), 2014 (€ 6,9 millions), 2013 (€ 6,1 millions) et 2012 (€ 5,1 millions). Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt recherche et, le cas échéant, le crédit d'impôt compétitivité et emploi de chaque exercice. Elle a ainsi encaissé au cours du troisième trimestre 2015 le solde de € 4,8 millions au titre du crédit d'impôt 2011 et devrait percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit : 2016 (crédit d'impôt 2012), 2017 (crédit d'impôt 2013), 2018 (crédit d'impôt 2014) et 2019 (crédit d'impôt 2015). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société a acheté 200 904 actions et en a vendu 182 166 aux cours moyens respectifs de € 11,83 et de € 11,95 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 30 septembre 2015, elle détenait 33 670 de ses propres actions (soit 0,1 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 10,66, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	30 septembre 2015	31 décembre 2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie	52 043	43 484
Emprunts et dettes financières	0	(394)
Trésorerie nette	52 043	43 090

Après le remboursement le 31 mars 2015 du solde de € 0,4 million des avances publiques correspondant à des aides au financement de programmes de R&D, qui constituaient son unique endettement, le Groupe n'a plus d'emprunts ou de dettes financières. De ce fait, sa trésorerie disponible et sa trésorerie nette s'élèvent toutes les deux à € 52,0 millions.

11. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2014.

Au cours des neuf premiers mois de 2015, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,11 / € 1.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 septembre 2015 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 0,1 million, destinés à couvrir des positions existantes.

La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition au dollar américain au-delà du 30 septembre 2015.

12. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios du quatrième trimestre 2015 sur la base de parités arrêtées au 28 octobre 2015 des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,11 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisée en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, notamment le yuan, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar sur le quatrième trimestre (portant la parité à \$ 1,06 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires du trimestre d'environ € 1,1 million et du résultat opérationnel de € 0,6 million. A l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,16 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,10 / € 1.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises, mais ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.